LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

VU la Loi Constitutionnelle n° 4/AN du 10 Novembre 1958, promulguée par l'Ordonnance n° 15 du 12 Novembre 1958 ;

VU la Proclamation du 15 Janvier 1968, portant élection du PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ;


--- (C) ECRÈTE ---

ARTICLE 1ER/- Il est accordé à la Société FRIGUIA, Société Mixte GUINEE-FRIA, ayant son siège à Conakry une concession exclusive selon les dispositions et à l'intérieur du périmètre mentionné dans l'Avenant du 10 Février 1973 Annexe II.

ARTICLE 2/- Dans ce périmètre il sera accordé à la Société FRIGUIA et à sa demande, des permis d'exploitation constitués chacun par un carré de 5 km de côté, les côtés étant orientés Nord-Sud et Est-Ouest.

Ces permis seront délivrés par étapes successives et au fur et à mesure des travaux de prospection et ou d'extraction, aux fins d'assurer pleinement l'exécution et l'extension du programme de la Société FRIGUIA.

.../...
Sommes délimitées comme suit par leurs coordonnées géographiques : 

ABCD

elles recouvrent donc les sommets carte de Télémétrie NC 28 X VII au 1/200 000 part le polygone A

Le périmètre de l'exploitation sera le périmètre limité sur la

PERIMÈTRE DE L'EXPLOITATION

PREMIÈRE PARTIE

ANNEXE II

AVANT A LA CONVENTION DE FRIGUIA
Les permis d'exploitation initiaux des gisements de bauxites de la région de FRIA couvriront le territoire initial décrit ci-dessous et approximativement représenté en rouge sur la carte ci-jointe :

COORDONNEES DU TERRITOIRE INITIAL

ZONE A

Elle est constituée par la superficie des concessions 8 G (19.155 ha) et 9 G (1.890 ha) accordées par arrêté du 8 août 1952.

ZONE B

Elle est constituée par la superficie du rectangle (à l'exclusion des concessions 8 G et 9 G) dont les coordonnées des sommets sont les suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Sommet</th>
<th>Nord</th>
<th>Ouest</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>10°50'</td>
<td>13°40'</td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>10°50'</td>
<td>13°30'</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>10°50'</td>
<td>13°30'</td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>11°15'</td>
<td>13°40'</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Tous les titres miniers déjà en existence à l'intérieur de ce territoire initial seront immédiatement transférés à la Société, et le Gouvernement délivrera au plus tard à la date où la Société remettra les actions "A" au gouvernement les titres additionnels couvrant tout le territoire initial décrit ci-dessus.
A l’issue des négociations qui ont abouti à la transformation de la Compagnie Internationale pour la production de l’alumine, précédemment dénommée FRIA, en une société d’économie mixte dénommée FRIGUIA; le Gouvernement de la République de Guinée et les partenaires de l’ancienne Compagnie FRIA, sont tombés d’accord sur les termes de la présente déclaration commune :

1 - Le Gouvernement et les partenaires se félicitent de l’esprit de franchise et loyale coopération, qui a toujours caractérisé leurs rapports depuis la création de la Compagnie FRIA.

Les partenaires reconnaissent que l’indépendance et la souveraineté du peuple guinéen, n’ont apporté aucune modification fondamentale, à l’application de la Convention de longue durée, signée le 5 février 1958, à un moment où ce pays était soumis sous la tutelle colonialiste, car à cette époque et à cette époque.

Bien au contraire le respect des engagements souscrits a permis à la production en alumine de la Compagnie de passer de 480.000 tonnes en 1960 à 700.000 tonnes en 1972.

2 - Le Gouvernement de la République de Guinée rend hommage au mérite des partenaires pour la souplesse dont ils ont su faire preuve et pour l’adaptation qu’ils ont su opérer face à l’évolution politique et
économique que ce pays a connu depuis la proclamation de son indépendance le 2 octobre 1958.

En s'engageant dans la voie historique de la pleine souveraineté, le Gouvernement apprécie le fait que les partenaires ont compris qu'il n'avait nullement l'intention de porter atteinte à aucun des intérêts qui s'inscrivent dans ce courant et dont la mise en valeur des bauxites de FRIA constituait un aspect fondamental.

La coopération fructueuse qui s'est instaurée par la suite, a été de nature à renforcer la confiance au régime guinéen placé sous la haute direction du Président AHMED SÉKOU TOURE, par tous ceux qui désiraient participer à la mise en valeur des immenses richesses minières du pays.

Cette confiance internationale est à l'origine de la création d'importantes sociétés mixtes telles que la Compagnie des Bauxites de Guinée (C.B.G.); la société ALUSUISSE-GUINÉE pour l'exploitation des bauxites du Toguè (SOMIGA); la société des bauxites de Dabola (S.B.D.) et la toute dernière Société MIFERGUI-NIMBA.

3 - C'est donc d'un commun accord et compte-tenu des nouvelles structures d'association, que le Gouvernement de la République de Guinée et les partenaires, acceptent la transformation de la Compagnie FRIA, en une société d'économie mixte dénommée FRIGUIA.

Les deux parties sont persuadées que cette nouvelle orientation est conforme à la politique économique de la République de Guinée et que la nouvelle société FRIGUIA est appelée à occuper une place de choix, aux côtés des autres grandes entités économiques de la micro-économie...
4 - Les deux parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour consolider les bases de la nouvelle coopération et pour atteindre rapidement les objectifs visant à doubler la production de un million de tonnes d'alumine par an.

Elles se félicitent des progrès déjà accomplis dans l'africanisation des cadres par le fait que le nombre des expatriés a été ramené de 300 à 30. Les deux parties s'engagent à poursuivre la même politique pour une africanisation complète dans les meilleurs délais.


Fait à Conakry, le 10 février 1973

POUR LES PARTENAIRES

R. GILPATRIK

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE,
LE MINISTRE DU DOMAINE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Ismaël TOURE
<table>
<thead>
<tr>
<th>Taux d'intérêt</th>
<th>3,625 %</th>
<th>5,625 %</th>
<th>6,50 %</th>
<th>4,50 %</th>
<th>7,30 %</th>
<th>31/12/1972</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1973</td>
<td>1.331.100,61</td>
<td>2.365.368,75</td>
<td>80.766,54</td>
<td>248.940,-</td>
<td>114.918.888</td>
<td>964.373,69</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>1.341.993,12</td>
<td>2.109.543,75</td>
<td>72.056,53</td>
<td>607.345,-</td>
<td>177.940,-</td>
<td>104.453.199</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>1.330.885,63</td>
<td>1.853.718,75</td>
<td>63.346,53</td>
<td>603.845,-</td>
<td>329.940,-</td>
<td>89.991,419</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>1.019.778,12</td>
<td>1.597.893,75</td>
<td>54.789,13</td>
<td>510.345,-</td>
<td>281.940,-</td>
<td>77.750,654</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>797.563,12</td>
<td>1.086.243,75</td>
<td>37.216,53</td>
<td>323.345,-</td>
<td>185.940,-</td>
<td>56.710,456</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>575.348,12</td>
<td>574.593,75</td>
<td>19.853,88</td>
<td>136.345,-</td>
<td>89.940,-</td>
<td>45.527,392</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>353.133,12</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>34.067,576</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>135.453,12</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>22.842,712</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>17.123,731</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>11.464,696</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>5.809,381</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>797.489</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>8.908.617,90</td>
<td>12.078.618,75</td>
<td>411.548,94</td>
<td>3.751.605,00</td>
<td>2.105.460,-</td>
<td>763.762,895</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Nota:**

Le montant figurant dans la colonne Reconnaisances de Dette Hypothécaires en Francs CFA représente le total des paiements d'intérêts dus au titre des trois prêts consentis par la Caisse Centrale de Coopération Economique.
FRIMA, Compagnie Internationale pour la Production de l'Alumine, (devant être prochainement dénommée FRICUJA) agissant pour son compte et pour celui de ses filiales SIFRIA et TRANSIRIA dont le siège social commun est situé dans la 31ème avenue, Conacry, Guinée, ci-après appelées collectivement "la Société", d'une part; et

FRIALCO, dont le siège social est situé dans les bureaux de W.S. Walker & Company, P.O. Box 260, George Town, Grand Cayman, Îles Cayman, appelé ci-après "FRIALCO", d'autre part.

FRIMA, en relation avec la transformation de la Société en une société d'Économie Mixte (Société Mixte), conformément à l'Avenant à la Convention de Longue Durée daté du 10 février 1973 entre la République de Guinée et la Société (ci-après appelé l'Avenant à la Convention de Longue Durée) la Société et ses actionnaires sont convenus de récolter le Contrat d'Assistance Technique conclu le 12 mai 1971 entre la Société et FLUCO UNIVERSITY par un contrat pratiquement identique conclu entre la Société et FRIALCO, société "holding" à laquelle les actionnaires de la Société détenant toutes leurs actions de la Société.

Les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

I - FRIALCO accepte d'apporter à la Société son assistance et ses conseils dans les domaines technique, administratif et financier.

Les principaux services que FRIALCO devra fournir aux termes du présent contrat sont les suivants :

a) À la demande de la Société, FRIALCO assurera le recrutement des agents guinéens, qu'ils proviennent de ses actionnaires ou d'ailleurs,
la Société pourrait avoir besoin pour ses services de Guinée, qu'il s'agisse d'agents destinés à pourvoir des postes permanents ou d'agents appelés à effectuer une mission temporaire à l'issue de la Société (l'Usine).

Lors l'exercice de leurs fonctions ces agents relèveront exclusivement de la Société qui assurera la charge de leurs salaires et toutes les charges annexes afférentes à ces salaires.

FRIMALCO fera tous ses efforts afin que ces agents, qu'ils aient été recrutés chez ses actionnaires ou à l'extérieur soient les qualifications nécessaires pour assurer les fonctions qui leur seront confiées par la Société.

D'autre part, FRIMALCO assurera toutes les liaisons nécessaires avec les organisations des pays d'origine des agents concernés en ce qui concerne les problèmes de retraite, d'assurance et d'une trésorerie générale de couverture sociale.

Enfin, FRIMALCO apportera à la Société son aide pour l'organisation des actions découlant du programme de formation et d'acquisition de la Société.

2) À la demande de la Société, FRIMALCO mettra les locaux, techniques et autres membres des services techniques de ses actionnaires à la disposition de la Société pour conseiller et aider celle-ci à résoudre les problèmes techniques qu'elle pourrait rencontrer.

Toutefois au cas où il s'agirait d'études concernant une augmentation de la capacité nominale de l'Usine par rapport à son niveau à la date des présentes, ces études seront considérées cessant étant en dehors du champ d'application du présent contrat et FRIMALCO sera indemnié séparément pour ces services.

c) À la demande des services de l'Usine chargés des approvisionnements, FRIMALCO, pour le compte de la Société, prendra tous les contacts nécessaires avec les fournisseurs hors de Guinée, sur instructions
de la Société, FRIMALCO passera les contrats et conclura les marchés en vue d'effectuer tous les achats de matières premières, de fournitures et de matériel destinés à assurer la marche courante et l'autosuffisance de l'Usine (y compris les achats découlant des actions lancées par la Société en faveur de son personnel), ainsi que le mantenir, dans des conditions normales d'exploitation, de la capacité nominale de l'Usine au niveau existant à la date de signature du présent Contrat.

D'autre part, agissant sur instructions du Directeur Général de la Société, FRIMALCO assurera tous les règlements de factures et paiements d'acquisitions au profit des plus solvables par débit des comptes fournisseurs de la Société en devises non-guissçases et fournira à jour tous les documents comptables correspondants.

Enfin, FRIMALCO négoçiera et mettra au point pour le compte de la Société les contrats d'assurance et de transport de la Société.

d) À la demande de la Société et pour son compte, FRIMALCO négoçiera et mettra au point des emprunts à court terme et moyen terme.

De rendre plus générale, FRIMALCO apportera à la Société ses conseils dans les domaines financier, comptable et fiscal.

e) FRIMALCO prendra les mesures nécessaires, en relation avec les clients de la Société, pour assurer la coordination des enlèvements d'alumine au port de GUIMAR.

2 - a) En paiement des services qu'elle doit rendre au titre du présent Contrat, FRIMALCO recevra de la Société une rémunération annuelle forfaitaire fixée, pour la durée du présent Contrat, à 5.500,000 Francs Français, aussi longtemps que la capacité nominale de l'Usine n'excédera pas 700,000 tonnes par an, (et un montant à définir d'un cessez-acord mais en aucun cas inférieur à 5.500,000 Francs Français par an, quand la capacité nominale de l'Usine dépassera 700,000 tonnes par an). La règlement de cette rémunération sera faite dans la mesure
du choix de FRIALCO en Guinée du Chine (tel que ce terme est d'ajouter dans le Contrat Fiscale) entre la Société, FRIALCO, le Gouvernement SA en tant que Trustee et d'autres) en vigueur à la date écrit réglant.

Cette rémunération sera payable par quinze, trimestriellement le dernier jour ouvrable des mois de mars, juin, septembre et décembre. Elle couvrira tous les frais supportés par FRIALCO pour la prestations des services précédus au présent Contrat, y compris tous les frais de dépenses de ses agents à l'exclusion de leurs frais de séjour en Chine, mais ne se prendra par les honoraires et les frais de courtiers extérieurs auxquels FRIALCO aura fait appel à la demande de la Société.

Ceux frais seront, soit directement réglés par la Société, soit relevés à FRIALCO par la Société dans la somme de paiement.

b) Au cas où le coût des services rendus par FRIALCO devrait sembler augmenter du fait de circonstances imprévisibles à la date de signature du présent Contrat, la rémunération prévue ci-dessus serait révisée d'accord parties. Si FRIALCO était amenée à effectuer des coûts de la Société des prestations ne rentrant pas dans le champ normal du présent Contrat incluant sans limitation les services relatifs à la deuxième phrase de la Section 1 - b) du présent Contrat, FRIALCO en obtiendrait une rémunération particulière.

3 - FRIALCO sera en droit, sans le consentement de la Société, de se faire assister par l'un de ses actionnaires ou par une Société détenteur du plus ou de moins du capital de l'un de ses actionnaires, pour fournir les services qu'elle doit rendre aux termes du présent Contrat; sous réserve cependant que FRIALCO restera pleinement responsable envers la Société au titre du Contrat et que l'édit Actionnaire ou ladite autre Société ne sera pas responsable envers la Société en ce qui concerne l'assistance qu'il (ou elle) aura ainsi apportée.

4 - FRIALCO s'engage à apporter aux prestations qu'elle doit fournir à la Société aux termes des présentes la même diligence que s'il s'agissait de l'exécution de fonctions exercées pour son propre compte.
5 - Ainsi formulé, il s'agit en application de la section 6 des présentes, un présent Contrat restera en vigueur jusqu'au 01 octobre 1976. Le présent Contrat pourra être prolongé d'un commun accord par les parties aux présentes, le 29 septembre 1973 au plus tard.

6 - Le présent Contrat pourra être résilié sans indemnité :

a) par EFAICO et sans préavis, dans le cas où un changement fondamental intervenant dans la structure ou la direction de la Société (notamment d'augmentation de la société contenue dans les termes de l'Avenant à la Convention de Longue Durée). 

b) par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois, au cas où l'autre partie ne remplirait pas ses obligations découlant du présent Contrat.

7 - Le présent Contrat liera les parties aux présentes et leurs ayants droit respectifs et leur perpétuera.

8 - Les parties aux présentes conviennent que tous les litiges qui naîtraient au sujet du présent accord seront définitivement résolus aux termes du Règlement de Conciliation et d'Arbitrage de la Cour des Comptes Internationale par trois arbitres désignés conformément àudit règlement, et que la décision des arbitres sera définitive. Les arbitres fixeront en détail dans leur sentence les frais de la cause et les dépenses de leur décision. Le lieu de l'arbitrage est fixé à Genève, Suisse.

Signé à Paris, en français et en anglais, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties aux présentes, le 20 juin 1973.

EFAICO, Compagnie Internationale pour la Production de l'Alumine

par ____________________________
(titre)

EFAICO